



Présidente du Front National

Monsieur Pierre-René LEMAS
Directeur Général de la Caisse des Dépôts
56 rue de Lille
75007 PARIS

Nanterre, le 29 avril 2014

Monsieur le Directeur Général,

Notre pays est à nouveau gravement menacé par un « raid boursier » d'un groupe industriel étranger (*Américain ou Allemand*) sur l'entreprise Alstom, un des leaders mondiaux dans les infrastructures de production et de transmission d'électricité ainsi que dans celles du transport ferroviaire.

Il semble désormais évident que ni le président de la République ni le Premier ministre, contraints par la réglementation européenne interdisant toute aide de l'Etat pour soutenir ses fleurons industriels, n'agiront dans le sens de la défense des intérêts stratégiques de notre nation.

Au regard des conséquences en termes de perte d'emplois, de délocalisation des centres de recherche, de production et de technologie que notre pays a connues dans les dossiers Arcelor-Mittal et Pechiney, le Front National n'a aucune raison de croire aux promesses de circonstances des acquéreurs-repreneurs (*General Electric et/ou Siemens*).

Par conséquent, en qualité de dirigeante politique et au nom des Français, je saisis officiellement la Caisse des Dépôts et Consignations, institution publique indépendante afin qu'elle prenne d'urgence les dispositions financières nécessaires, notamment dans le cadre de son rôle d'investisseur institutionnel.

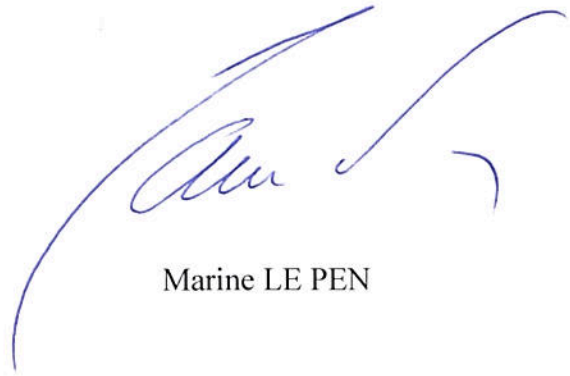
Je préconise pour ma part le rachat direct par la CDC des parts détenues par le groupe Bouygues Telecom, représentant 29 % du capital d'Alstom et estimées à 2,7 Mds d'€.

La situation exceptionnellement grave de désindustrialisation de notre pays exige un sursaut courageux ainsi que des mesures à la hauteur des enjeux économiques et de la concurrence mondiale sauvage inhérente à la politique ultralibérale décidée par l'Union européenne et appliquée par le Parti socialiste et l'UMP.

Cet acte patriotique honorerait la CDC, groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays, dont la devise est la « Foi publique ».

Je suis sûre que je trouverai en vous, une personne parfaitement consciente de l'intérêt d'une telle solution.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, en l'expression de mes salutations respectueuses.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'M. Le Pen', with a large, sweeping flourish extending from the end of the signature.

Marine LE PEN

Copie: Monsieur Henri Emmanuelli, Président du Conseil de Surveillance de la CDC